



**Intervention de Valérie PECRESSE,
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

Sommet mondial des universités

Prononcé au Collège de France, le 6 mai 2011

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un plaisir et un honneur que de vous souhaiter aujourd'hui la bienvenue au nom de la France, pour ce sommet mondial des universités qui restera, j'en suis certaine, comme l'un des temps forts de la Présidence française du G20.

Vous le savez, Mesdames et Messieurs les Présidents, c'est au Japon que s'est tenue, il y a deux ans, la première de ces rencontres internationales des universités. Vous me permettez donc de saluer d'emblée la présence parmi nous de Junichi HAMADA et de l'ensemble de la délégation japonaise : malgré les événements terribles auxquels vous avez été confrontés, je sais, Mesdames et Messieurs, que vous n'imaginiez pas un instant que ce très grand pays de science qu'est le Japon puisse être absent de ce sommet mondial. La France y voit un témoignage de la détermination intacte du peuple japonais à surmonter l'adversité.

Monsieur le Président, votre prédécesseur, le Professeur Hiroshi KOMIYAMA, m'avait fait l'honneur de m'accueillir à Todai il y a trois ans et c'est un privilège de vous accueillir à mon tour aujourd'hui. Et je le sais, je parle en notre nom à tous en vous exprimant ce matin la solidarité de l'ensemble de la communauté universitaire française et internationale.

*** Les cultures universitaires au cœur de l'internationalisation***

Je tenais également à saluer d'emblée votre volonté, Monsieur le Président Louis Vogel, d'élargir ces rencontres aux représentants de l'ensemble des universités du monde. Tous les continents sont aujourd'hui présents et c'est à mes yeux un très beau symbole : celui des valeurs d'ouverture, de coopération et d'échange qui portent l'univers académique.

Bien sûr, les nations du monde se sont toujours montrées fières de leurs universités. Et je dirais même qu'une saine émulation a toujours régné entre elles : ce Collège de France où nous nous retrouvons aujourd'hui en est un très bel exemple, puisqu'il a été fondé pour enseigner les disciplines que négligeait alors la Sorbonne, pourtant située à quelques mètres d'ici.

Mais loin de se fonder sur le repli sur soi, cette émulation s'est au contraire nourrie de la circulation des idées et des esprits, une circulation qui a systématiquement bénéficié à l'ensemble des pays du monde. Et j'en veux pour preuve la devise même de la Sorbonne : *Hic et ubique terrarum*, ici et partout sur la terre. On ne saurait mieux dire que l'émulation et le rayonnement international sont au cœur de la vocation historique des universités.

A l'heure de la société de la connaissance, les valeurs universitaires ont encore tout pour nous guider et nous inspirer. Car chacun de nous peut le constater : jamais les idées n'ont circulé aussi vite ; jamais les enseignants-chercheurs n'ont été aussi mobiles ; jamais les étudiants n'ont été aussi nombreux à choisir de se former dans une autre nation que la leur.

Vous qui les accueillez jour après jour dans vos universités, vous le savez mieux que quiconque : ils sont aujourd'hui 3 millions d'étudiants à suivre un cursus à l'étranger, soit une hausse de 24 % depuis 2003.

L'internationalisation de la vie universitaire est une évidence : aller contre ce mouvement, ce serait aller non seulement contre le sens de l'histoire, mais aussi contre la vocation même des universités, qui sont par nature des lieux de rencontre et de diffusion du savoir.

Et dans ce monde où les enseignants-chercheurs et les étudiants peuvent aller d'une université à l'autre, d'un pays à l'autre, il est crucial que chaque nation, chaque université puisse construire et affirmer sa forme d'excellence académique pour rayonner aux yeux du monde.

Claude Lévi-Strauss aimait à le répéter, les grands progrès naissent de la rencontre de traditions et de pensées différentes, qui s'enrichissent et se fécondent mutuellement. Mais comme le soulignait le père de l'ethnologie et de l'anthropologie contemporaines, si l'on veut maintenir intacte la possibilité d'avancées futures, encore faut-il que cette rencontre des différences n'affaiblisse pas les cultures elles-mêmes. Au contraire, la singularité de chaque modèle doit sortir renforcée et transformée de cette confrontation, pour rendre possible de nouvelles rencontres et de nouveaux progrès.

Et pour nous tous, cela veut dire une chose très simple : tous nos systèmes universitaires sont confrontés au défi de l'internationalisation. Tous doivent se donner les moyens de rendre visibles et lisibles aux yeux du monde la qualité de leur formation et de leur recherche. Et je suis convaincue que cette confrontation entre les cultures académiques contribuera à renforcer encore nos universités respectives, qui ne sont pas des univers stables et clos, mais se transforment aujourd'hui dans un monde en mouvement.

Et pour autant, il ne peut pas, il ne doit pas y avoir de modèle universitaire unique. A l'université de Delhi comme à l'université Lomonossov de Moscou, à Berkeley comme à l'université Jiao-Tong de Shanghai, les enseignants-chercheurs et les étudiants m'ont dit leur volonté de miser sur leurs atouts singuliers pour s'inscrire pleinement dans la société mondiale de la connaissance.

Depuis 4 ans, au fil de mes déplacements dans les universités du monde, j'ai pu le mesurer : chacune de nos nations est l'héritière d'une tradition académique unique, qui est le fruit de la rencontre permanente de nos histoires scientifiques. Ce sont ces rencontres qui ont contribué à faire évoluer nos modèles universitaires respectifs et ainsi à nous faire prendre conscience de nos forces et de nos faiblesses, en un mot, de nos identités.

Et ce qui est vrai des nations l'est parfois même des universités elles-mêmes : à peine plus de deux kilomètres séparent Harvard du MIT. Et pourtant, on ne peut imaginer deux atmosphères plus différentes que celles qui règnent dans ces deux établissements connus et reconnus dans le monde entier.

Mesdames et Messieurs les présidents, vous êtes, nous sommes aussi les dépositaires de ces différences: à nous de connaître et de mesurer nos atouts respectifs, pour que l'internationalisation de l'enseignement supérieur permette à chacun de nos modèles universitaires de rayonner à l'échelle non plus d'une nation ou d'un continent, mais du monde.

*** La nouvelle université française ***

Et c'est tout l'esprit de l'action que la France a engagée depuis 2007, sous l'impulsion du Président de la République : miser sur nos atouts pour dessiner le visage de la nouvelle université française, pour la rendre plus forte et plus attractive encore pour les étudiants et les scientifiques de France, mais aussi pour leurs collègues étrangers.

Mesdames et Messieurs les Présidents, ceux d'entre vous qui fréquentaient régulièrement les universités françaises n'avaient pu manquer de le constater : depuis près de 30 ans, l'enseignement supérieur avait pris du retard dans notre pays. Nous n'avions pas su faire évoluer notre modèle universitaire. Nous n'avions pas su investir pour l'avenir : il suffisait de voir les locaux de nos établissements pour s'en convaincre.

Et c'est la raison pour laquelle le Président de la République a fait de l'enseignement supérieur et de la recherche la priorité absolue de son quinquennat, avec un budget en hausse de 9 milliards d'euros sur 5 ans. A cette augmentation exceptionnelle sont également venus s'ajouter 5 milliards d'euros pour construire 12 campus du XXI^e siècle, qui offriront à nos étudiants et à nos enseignants-chercheurs les conditions de vie et d'étude qui rivaliseront avec celles dont vous êtes, Mesdames et Messieurs, coutumiers.

Ce choix d'investir massivement dans l'université et la recherche, nous l'avons fait au nom de l'avenir, au nom de la jeunesse. Car vous le savez, nous partageons tous une même responsabilité : celle de préparer notre jeunesse à tenir toute sa place dans ce monde qui est en train de voir le jour. Cette jeunesse, il nous revient de l'armer pour occuper les nouveaux emplois qui vont se créer dans nos économies. Et pour cela, il nous faut libérer toute sa créativité et son imagination, qui lui permettront d'évoluer dans la société de la connaissance qui est désormais la nôtre.

Ces qualités, c'est à l'université qu'elles se cultivent, au contact de grands professeurs qui sont aussi de grands chercheurs. Et pourtant, vous le savez sans doute, la France a une

particularité : les formations de niveau supérieur y sont aussi bien délivrées dans des universités, qui sont largement tournées vers la recherche, que dans ce que nous appelons des grandes écoles, qui offrent des formations très professionnalisantes, mais qui, à quelques exceptions notables près, n'entretiennent pas de lien direct avec la recherche.

C'est la raison pour laquelle, vu de l'étranger, le paysage de l'enseignement supérieur français paraissait parfois difficile à lire et à comprendre. Rares étaient ainsi les universités françaises qui, comme la plupart de vos établissements, enseignaient toutes les disciplines. Rares étaient aussi celles qui assumaient directement la responsabilité de former les cadres économiques, politiques et sociaux de la nation.

Ce qui manquait donc aux universités et aux grandes écoles françaises pour s'affirmer au niveau international, c'est d'unir leurs forces pour constituer des universités fédérales visibles aux yeux du monde. Oxford, Georgetown ou l'université de Kyoto abritent toutes des collèges, des écoles ou des départements à l'identité bien affirmée, mais qui, aux yeux des enseignants-chercheurs et des étudiants du monde entier, bénéficient tous de l'image de marque attachée à ces établissements.

C'est pourquoi mon souci, depuis 2007, c'est de permettre aux universités de s'allier aux grandes écoles pour former les équivalents français de Todai, de Heidelberg ou de Princeton. Mais pour cela, il fallait d'abord donner aux universités de France les mêmes libertés et les mêmes responsabilités que celles dont bénéficient leurs consœurs partout dans le monde.

Pour des raisons qui tiennent à l'histoire, les universités françaises étaient quasiment gérées par le Ministère de l'Enseignement supérieur. Pour nos établissements, cette spécificité était devenue un handicap : elle limitait la capacité de décision des présidents français, qui n'avaient pas les moyens de construire et de mettre en œuvre avec leurs équipes une vraie stratégie pour leurs universités. Car ils agissaient toujours sous le contrôle de l'Etat.

En 2007, nous avons donc fait un véritable saut culturel en donnant leur autonomie à nos universités. Et près de quatre ans après le vote de la loi « libertés et responsabilités des universités », le résultat est visible, 90 % d'entre elles ont d'ores et déjà franchi le pas en accédant à l'autonomie.

Et elles disposent ainsi de la liberté nécessaire pour affirmer un vrai projet pour leurs étudiants, qui s'accompagne notamment de nouvelles opportunités de coopérations internationales tant en termes de recrutement d'enseignants que de création de diplômes conjoints.

Nos universités, qui sont désormais ouvertes sur leur territoire et en interaction constante avec le monde économique, ont utilisé leur autonomie pour placer la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants au cœur de leur action, en faisant le pari de la diffusion de l'innovation sous toutes ses formes. En 2009 comme en 2010, malgré la crise, les brevets publics ont ainsi progressé de plus de 30 % par an.

Oui, l'université française change. Et les présidents qui vous accueillent aujourd'hui pourraient vous le dire : leurs responsabilités ont aussi changé du tout au tout avec les nouvelles libertés qui leur étaient offertes.

Et c'est cette autonomie qui permet aujourd'hui aux universités de discuter d'égal à égal avec les grandes écoles et les organismes de recherche les plus prestigieux. Comme c'est cette autonomie qui amène nos universités et nos grandes écoles à réunir leurs forces pour être à la hauteur de leurs ambitions, que ce soit dans le cadre des pôles de recherche et d'enseignement supérieur ou au travers des projets d'universités fédérales qui voient un peu partout le jour. A Strasbourg, à Aix-Marseille, en Lorraine elles fusionnent, à Bordeaux et Paris, elles s'unissent.

Quand je suis arrivée au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il y avait 85 universités en France et près de 225 grandes écoles. Aujourd'hui, on voit se dessiner sur le territoire français une carte d'une vingtaine de pôles universitaires, qui rassemblent nos forces scientifiques et pédagogiques et qui seront demain, j'en suis certaine, des partenaires incontournables pour vos établissements.

*** Les investissements d'avenir : faire le pari de l'innovation ***

J'en suis d'autant plus sûre qu'en 2009, le Président de la République a pris une décision visionnaire : celle d'investir 22 milliards d'euros dans l'enseignement supérieur et dans la recherche, pour accélérer la sortie de crise en faisant faire à notre société, à notre économie, à notre pays tout entier un saut scientifique et technologique sans précédent.

Ce choix, la France l'a fait au plus fort de la crise, alors même que dans nombre de nations du monde, les budgets des universités et de la recherche étaient parmi les premiers à pâtir de la récession et de la rigueur.

Cette décision, Nicolas Sarkozy l'a pris pour une raison simple : à ses yeux, on ne pouvait sacrifier l'avenir au nom de la nécessité présente de maîtriser les dépenses publiques. Car chaque euro investi dans l'université et dans la recherche est un euro qui ouvre des perspectives radicalement nouvelles à notre pays.

Et c'est la raison pour laquelle nous avons pris le parti de ne pas définir d'en haut les projets ou les domaines dans lesquels l'Etat voulait investir, mais de faire plutôt confiance à l'imagination et à la créativité des universitaires et des chercheurs.

Notre méthode a donc été très simple : nous avons donné carte blanche à nos chercheurs. Bien sûr, nous avons défini un cadre général, en disant par exemple que nous allions attribuer 1 milliard d'euros aux équipes qui avaient besoin d'équipements pour leurs projets novateurs ; ou bien encore un milliard d'euros aux laboratoires qui se constitueraient autour d'une vision scientifique profondément originale.

Et à partir de là, nous avons simplement dit à nos chercheurs : proposez les projets que vous avez toujours rêvé de réaliser, proposez-nous les projets les plus innovants, les plus créatifs,

n'hésitez pas à sortir des sentiers battus, à vous affranchir des frontières disciplinaires ou ses carcans institutionnels. L'Etat sera au rendez-vous.

Nous avons fait le pari de la confiance et ce pari s'est révélé gagnant : l'effervescence a envahi les laboratoires et en quelques mois, nous avons reçu plus de 700 réponses aux différents appels à projet, des réponses qui venaient bien souvent d'équipes de recherche en réseau sur l'ensemble du territoire.

Car tout d'un coup, toutes les barrières institutionnelles ou disciplinaires sont tombées. Nombre de chercheurs qui travaillaient dans des universités ou des organismes différents ont ainsi décidé de se réunir autour d'une même ambition.

Face à tant de projets originaux et novateurs, le plus difficile restait à faire : choisir. Nous avons donc décidé de réunir des jurys composés d'experts et de scientifiques internationaux. Et à ces jurys, nous avons donné une mission : celle d'évaluer les projets et de sélectionner les meilleurs, c'est-à-dire ceux qui allaient faire franchir une étape décisive à la recherche fondamentale ou renforcer notre industrie et créer de nouveaux emplois grâce à des percées en recherche appliquée.

D'ores et déjà, 188 projets ont été sélectionnés pour un total de 2,3 milliards d'euros. Ils sont tout simplement enthousiasmants : ici, les meilleures équipes de recherche françaises ont décidé d'unir leurs forces à celles du secteur privé pour mettre au point les batteries électriques qui équiperont les véhicules propres de demain ; là, elles s'allient avec les hôpitaux pour former des « instituts hospitalo-universitaires » qui feront basculer la France dans l'ère de la médecine prédictive, celle qui permettra de prévenir à la racine les maladies neurodégénératives ou les pathologies cardiovasculaires qui se développent à grands pas.

Et parmi ces projets d'excellence, certains rassemblent les forces scientifiques françaises et étrangères : je pense par exemple au projet HEPYSYS, qui unit l'université de Strasbourg, la Harvard Medical School et le MIT autour de la recherche sur l'hépatite C, avec à l'horizon la mise au point de nouveaux traitements, qui pourraient permettre de lutter aussi contre le SIDA ou l'hépatite B, ou bien ce projet entre le CNRS et la NYU pour mettre au point la muséologie du mémorial de *Ground Zero*, en s'appuyant sur l'expérience acquise au Mémorial de Caen consacré la Deuxième Guerre Mondiale.

Ce plan d'investissements d'avenir est loin d'être terminé : il y a encore de nombreuses vagues d'appels à projet devant nous, et notamment celle qui doit permettre de faire émerger en France de grandes universités visibles du monde entier.

Nous avons décidé de consacrer 7,7 milliards d'euros à ce que nous avons appelé des « initiatives d'excellence » – et ce nom même montre que là aussi, nous avons adopté la même méthode : nous avons donné carte blanche aux établissements français pour imaginer les universités de demain, avec une seule condition : que comme vos établissements, ces universités fassent rêver à leur manière les étudiants et les chercheurs du monde entier.

*** Une circulation des idées qui doit bénéficier à tous ***

Car je le disais il y a quelques instants, la circulation des idées, des étudiants et des chercheurs est une opportunité exceptionnelle pour l'humanité tout entière. Mais à une condition : qu'elle bénéficie à tous. Et pour cela, elle ne doit jamais s'interrompre : nos étudiants ou nos scientifiques qui partent dans une université étrangère doivent avoir la possibilité de poursuivre leur parcours en retrouvant leur *alma mater* après quelques années ou en rejoignant une autre université ou un autre pays.

C'est cette circulation qui permettra à l'ensemble des nations du monde de tirer les fruits de la rencontre des cultures et des approches scientifiques. Je le sais, l'internationalisation peut susciter des craintes. Certains agitent parfois le spectre de la « fuite des cerveaux ». Mais à mes yeux, cette crainte est infondée. Car nous avons tous les moyens de la conjurer, en travaillant à affirmer le rayonnement de nos modèles universitaires, mais aussi, et je veux le souligner, en accompagnant le développement de nouveaux modèles dans les pays du Sud.

C'est en nous engageant tous sans crainte dans ce mouvement d'internationalisation que nous en bénéficierons tous. Et si nous en avons le devoir, c'est que nous devons affronter ensemble des défis communs, des défis que nous ne pourrons relever qu'ensemble.

*** Relever les défis de demain : le développement durable ***

Vous en apporterez la preuve tout au long des 3 journées qui viennent, Mesdames et Messieurs les Présidents, en plaçant au cœur de vos débats la question du développement durable. Et vous avez eu raison de le faire, car on ne saurait mieux démontrer le rôle décisif que tiennent les sciences dans la construction de notre avenir.

Car le développement durable a partie liée avec le progrès scientifique. Loin de s'opposer à lui, il le rend toujours plus nécessaire.

Toujours plus nécessaire pour comprendre, tout d'abord : car si nous connaissons les menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'environnement, nous sommes loin d'avoir mis au jour tous les mécanismes qui conduisent, par exemple, au réchauffement climatique. Nous savons grâce au GIEC que l'activité humaine en est la cause. Mais nous n'avons pas encore percé tous les secrets du climat. C'est pourquoi, en lien avec des équipes scientifiques internationales, le laboratoire d'excellence MER des universités de Bretagne va étudier le rôle de l'océan dans les échanges d'énergie pour mieux comprendre les déterminants du réchauffement climatique.

Comprendre pour agir : cette nécessité est également au cœur du combat pour la préservation de la biodiversité. Alors même que s'est engagée une nouvelle vague d'extinction des espèces, nous avons le devoir de réagir, en commençant par analyser cette biodiversité qui s'appauvrit peu à peu.

Et c'est tout l'objet d'un autre laboratoire d'excellence, le projet CEBA, qui va voir le jour en Guyane, au cœur d'un environnement exceptionnel à la frontière franco-brésilienne, et qui

nous permettra de saisir les mécanismes qui rendent possible l'apparition d'une biodiversité aussi riche. Et nous serons ainsi mieux armés pour la préserver.

Car notre objectif, Mesdames et Messieurs, c'est bel et bien d'agir. Et c'est pour cette raison que nos universités et notre recherche sont appelées à jouer un rôle majeur dans le siècle qui vient. Sans science, nous serions condamnés à l'impuissance. Nous serions pour ainsi dire aveugles.

Je veux y insister, car dans cette société de la connaissance au cœur de laquelle nous vivons désormais, l'on sent parfois monter une vague de scepticisme, voire de défiance vis-à-vis des progrès de la science et des chercheurs. Ce paradoxe, avec nos universités, nous devons l'affronter et en tirer toutes les conséquences.

Et d'abord en faisant de la transparence la règle : nous avons aujourd'hui un devoir d'explication vis-à-vis des sociétés qui sont les nôtres. La science ne peut rester aux yeux du grand public une réalité lointaine et difficilement compréhensible. Car cette technicité et cette complexité même renforcent le sentiment que le savoir nous échappe et peut-être nous menace.

Nos universités ont un rôle crucial à jouer : car c'est là que le savoir scientifique peut être rendu accessible à tous. C'est là que les ressorts de la science en train de se faire peuvent être expliqués. C'est là que le grand public pourra se familiariser avec la recherche et ainsi l'appivoiser à nouveau.

L'université doit être un lieu ouvert, un lieu de diffusion des savoirs, un lieu de débat : c'est là que nous devons réfléchir ensemble à la meilleure manière d'agir. Et là aussi, la recherche peut nous apporter une aide décisive, en imaginant non seulement des solutions aux grands défis de nos sociétés, mais aussi en nous aidant à faire ensemble des choix éclairés.

Et c'est pourquoi nous devons replacer l'université au cœur du débat public : pour y interroger, en toute lucidité et en toute intelligence, les grandes options politiques qui sont devant nous. Car loin de nous déposséder de notre pouvoir de décider, le progrès du savoir nous permet de l'exercer pleinement. C'est aussi pour cela que nous comptons sur vous pour cette présidence du G8 et du G20. Grâce aux chercheurs, grâce à nos universités, nous pourrions nous montrer à la hauteur de nos responsabilités.

Et pour cela, nous aurons besoin des sciences humaines et sociales. Car elles seules peuvent nous dire qui nous sommes et non pas seulement qui nous croyons être. Et elles seules nous aideront à être ce que nous voulons devenir, c'est-à-dire des sociétés lucides et responsables, des sociétés qui font en toute conscience le choix du progrès et du respect de l'environnement. Et ce choix, nous le ferons avec et grâce à la science.

*

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les Présidents, nous partageons tous la conviction qui est au cœur de ce sommet mondial : les universités sont bel et bien des acteurs politiques globaux.

Car ce qui se joue une fois encore dans nos universités, c'est bien le futur d'une humanité dont les responsabilités ne cessent de s'accroître à mesure que progresse le savoir. C'est à ces responsabilités que nous devons aujourd'hui faire face. Elles sont immenses. Elles engagent notre avenir commun.

Et c'est pour cette raison que la France, qui a l'honneur de présider le G8 et le G20 sera très attentive au message que vous nous adresserez à l'issue de ces trois journées de réflexion. Car plus que jamais, les hommes et les femmes politiques de ce monde attendent beaucoup des lumières de la science.

Je vous remercie.